

**AVIS PUBLIC**  
**AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE**  
**D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE**

**Second projet de résolution, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (2003-08)*, afin d'autoriser le prolongement de l'usage commerce de détail au 2<sup>e</sup> étage pour l'immeuble situé au 371-375, avenue Laurier Ouest**

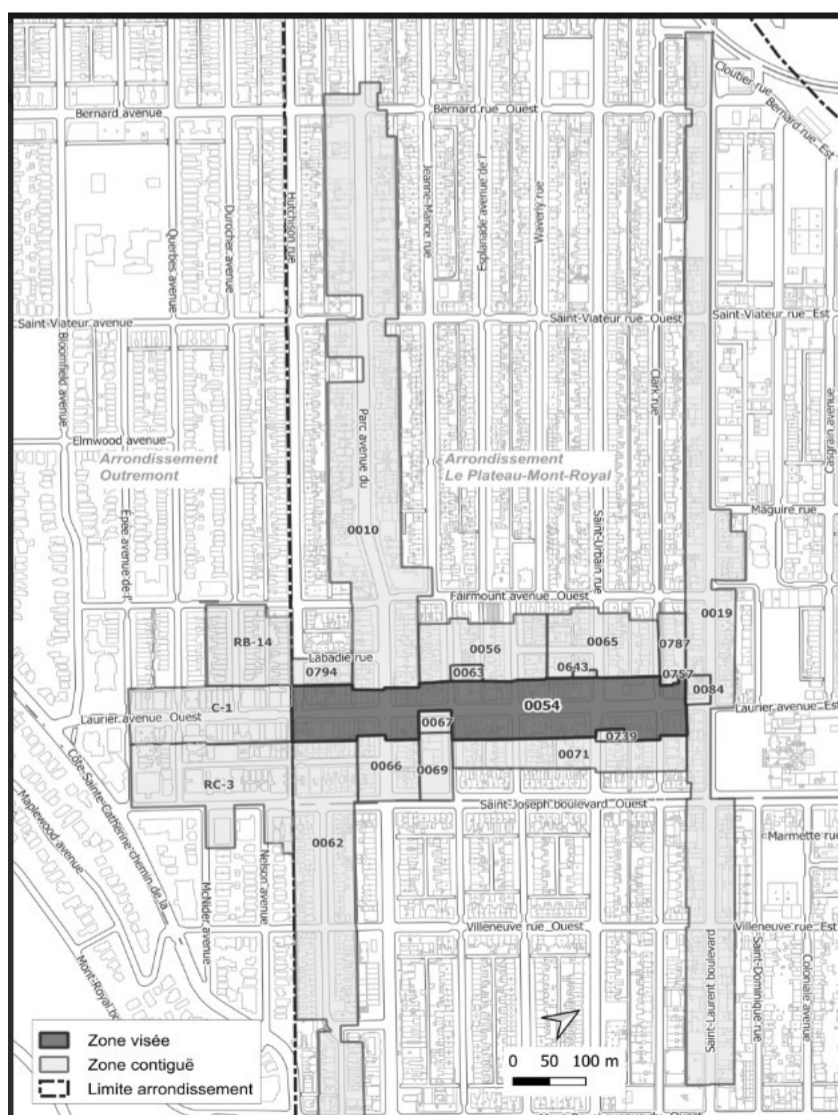
**1. Objet du projet et demande d'approbation référendaire**

À la suite d'une assemblée publique tenue le **10 février 2026**, le conseil d'arrondissement a adopté à sa séance ordinaire du **9 mars 2026**, le **second projet de résolution, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (2003-08)***, afin d'autoriser le prolongement de l'usage commerce de détail au 2<sup>e</sup> étage pour l'immeuble situé au 371-375 avenue Laurier Ouest

Ce second projet de résolution contient la disposition suivante du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (01-277)* pouvant faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées de la **zone visée 0054** ou d'une **zone contiguë** afin que celle-ci soit soumise à leur approbation, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2) :

- **Article 209** : Dans un secteur où est autorisée la catégorie C.4, l'usage *commerce de détail* est permis uniquement au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs, et non aux étages supérieurs.

Ainsi une demande relative à cette disposition peut provenir de la **zone visée 0054** ainsi que des zones contiguës telles qu'illustrées au plan ci-dessous.



## **2. Description du territoire**

Le territoire visé par le second projet de résolution comprend :

- La zone visée **0054** et les zones contiguës **0010, 0794, 0056, 0063, 0065, 0643, 0787, 0757, 0019, 0084, 0062, 0066, 0067, 0069, 0071, 0739** de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal ainsi que les zones contiguës **RB-14, C-1, RC-3** de l'arrondissement Outremont.

## **3. Conditions de validité d'une demande**

Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- être reçue par courriel à l'adresse [greffe\\_plateau-mont-royal@montreal.ca](mailto:greffe_plateau-mont-royal@montreal.ca) ou par courrier au bureau du secrétaire d'arrondissement dans les huit (8) jours du présent avis, soit au plus tard le **18 mars 2026, à 16 h 30**;
- être signée par au moins douze (12) personnes intéressées par la zone ou la majorité si la zone compte 21 personnes ou moins.

## **4. Conditions pour être une personne intéressée à signer une demande**

- 4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes, le **9 mars 2026** :
- être domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande;
  - être domiciliée depuis au moins six mois au Québec; ou
- 4.2 Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit la condition suivante le **9 mars 2026** :
- être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins 45 jours ; ou
- 4.3 Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **9 mars 2026** :
- être copropriétaire indivis d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins 45 jours;
  - être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins douze mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, le **9 mars 2026**, est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à la loi;
- avoir produit avant ou en même temps que la demande, une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressé à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (Chapitre E-2.2).

## **5. Absence de demandes**

Toute disposition de ce second projet de résolution qui n'aura fait l'objet d'aucune demande valide pourra être incluse dans une résolution qui n'aura pas à être approuvée par les personnes habiles à voter.

## **6. Consultation du projet**

Toutes les informations pertinentes concernant ce second projet de résolution sont disponibles pour consultation au bureau d'arrondissement situé au 201, avenue Laurier Est, rez-de-chaussée, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h ainsi que sur le site internet de l'arrondissement à <https://montreal.ca/articles/assemblees-publiques-et-comites-de-demolition-dans-le-plateau-mont-royal-10314>.

Montréal, le 10 mars 2026.

La secrétaire d'arrondissement,

Me Karen Loko

**CERTIFICAT DE PUBLICATION**

Je soussignée, Me Karen Loko, secrétaire d'arrondissement, certifie, conformément à l'article 337 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19), que **l'avis public concernant une demande d'approbation référendaire relativement au second projet de résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (2003-08), afin d'autoriser le prolongement de l'usage commerce de détail au 2<sup>e</sup> étage pour l'immeuble situé au 371-375, avenue Laurier Ouest, a paru le 10 mars 2026** sur le site Internet de l'arrondissement.

Fait à Montréal, le 10 mars 2026.

La secrétaire d'arrondissement,  
Me Karen Loko